

ONE FOREST SUMMIT

politique.union@sonapresse.com

Forêt et Business : ce qu'ont préconisé les chefs d'entreprise



Photo: DR

L'ancien Premier ministre du Bénin, Lionel Zinsou et d'autres personnalités ont abordé les questions d'investissements des projets.

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

COMME événement majeur de cette deuxième et dernière journée du

Sommet sur les forêts tropicales de Libreville, le One Forest Business Forum qui a regroupé les chefs d'entreprise, membres de gouvernements et société civile. Il s'est agi, à travers deux ses-

sions de discussions, de présenter des solutions innovantes pour la préservation des forêts à travers des projets d'investissement, et de raviver le dialogue entre les ministres, les chefs

d'entreprise et les leaders de la société civile. Explorer les voies et moyens pour générer des synergies pragmatiques afin de concilier préservation et rentabilité aura constitué la trame des échanges. "On ne peut attirer les acteurs du secteur privé s'il n'y a pas de rentabilité", a soutenu un participant.

Lionel Zinsou, fondateur et manager du cabinet Partner de SouthBridge, a expliqué les raisons pour lesquelles les entreprises ne se ruent pas dans le secteur de l'agroforesterie, un secteur dont les gouvernements font pourtant la promotion. Pour lui, l'agroforesterie est une activité à cycle long. Par exemple, un arbre planté est exploitable en bois au bout de 25 ans. "C'est long et coûteux, et les banques ne sont pas toujours prêtes sur le long terme", dira Zinsou. Il faut donc des intermédiaires financiers et des institutions financières adaptées.

Le ministre gabonais du Développement industriel, Blaise Louembe, a précisé que "la position du Gabon est de concilier, au mieux, développement industriel et durabilité".

Thierry Daun, président de Méridian Gabon, est allé dans le même sens, indiquant que son entreprise a déjà investi 1,5 milliard d'euros (985,7 milliards de FCFA) depuis 2016 au Gabon, dans des projets de production d'énergie verte au Gabon, via un barrage hydroélectrique comportant plusieurs contraintes. L'une d'elles étant la préservation de zone de biodiversité. De nombreux chefs d'entreprise ont souhaité que les États mettent l'accent sur la formation d'un capital humain, tant au niveau des administrations que du secteur privé. Un capital humain qui sache concilier rentabilité économique des projets et conservation de la biodiversité.

L'approche qui s'est dégagée est que les parties prenantes doivent développer certains sous-produits de la forêt comme la résine d'Okoumé, pour les cosmétiques, la biomasse issue des déchets de l'activité forestière.

Lionel Zinsou reste optimiste : il y a une montée en puissance du secteur privé dans l'économie soucieuse du long terme.

Bois : trouver des solutions pour développer la filière en Afrique

H.N.M
Libreville/Gabon

Un nombre des thématiques abordées mercredi lors des travaux préparatoire du "One Forest Summit" la promotion des chaînes de valeur. Dans cette optique, les différents panélistes au sein du groupe dédié ont fait un plaidoyer tour à tour sur la nécessité de mettre l'accent sur la formation, le renforcement des capacités des agents sur le terrain et, surtout pour l'Afrique, de trouver des solutions pour le marché local du bois.

Disposant de réserves importantes en termes de conservation de bois, l'Afrique doit prendre son destin en main et jouer sa partition dans le concert des nations. Concrète-

ment, il s'agit de mettre en place des mécanismes qui permettent de faciliter la gestion de la filière bois. C'est du reste l'avis du ministre d'État, ministre du Développement industriel et des Petites et Moyennes industries, Blaise Louembe. "Le Gabon dispose d'un cadre législatif et réglementaire solide servant de support juridique à l'établissement de politiques publiques exemplaires. Dans ce sens, les sociétés qui s'implantent doivent prendre en compte, dès la conception et l'implantation de leurs unités de production, tous les impacts environnementaux possibles pour que leurs processus de fabrications soient le plus compact et le moins polluant", a-t-il indiqué lors de son discours d'ouverture. Aussi l'un des points mis en avant

lors de ce panel a-t-il été l'amélioration de la valorisation du bois, qui nécessite, pour beaucoup, une convergence de vues de l'ensemble des pays afin de mettre un terme à l'exploitation illégale de cette matière.

"Nous avons travaillé également sur la question de l'utilisation du bois, dans la construction par exemple, car la sous-région va très bientôt doubler et il va se poser des problèmes de logements. Il faut réfléchir sur l'utilisation d'autres types de matériaux afin d'abriter nos populations et nos communautés. Et pour cela, il y a un besoin de financement", a indiqué Hervé-Martial Maidou, secrétaire exécutif de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac).